

Une adresse solennelle :

**À Marie-George Buffet, secrétaire nationale, aux membres du
conseil national du PCF et aux communistes**

PAS DE CONGRES DE LA DEFAUSSE !

L'heure devrait être à l'inventaire. Le congrès de juin est déjà décidé et ficelé. Pourtant, nous aurions besoin de mesurer les reniements, les renoncements, les abandons des dirigeants du parti communiste français. Examinons comment sont traitées les questions brûlantes de l'actualité.

Celle des retraites, dont l'un des enjeux majeurs est de ne pas toucher au départ à 60 ans, constitue un défi de société qui exige un grand mouvement d'union et de rassemblement le plus large possible.

Dans l'esprit de la bataille du NON au référendum sur la Constitution européenne, nous devons mettre au cœur de l'action politique le mouvement social, un appel sans a priori à toutes les forces sociales, syndicales, politiques de gauche et républicaines.

C'est dans cette démarche-là et sur ce mode appliqués en toute circonstance que nous déboucherons sur une alternative au capitalisme. Tout ce qui limite les bases d'un rassemblement large et inédit nous voue à l'impuissance et à l'échec. C'est le cas des combinaisons politiques avec le PS.

Nous avons besoin des confrontations idéologiques si nous voulons vraiment changer la société et non accompagner le capitalisme. Nous avons réussi lors du référendum du 29 mai 2005, grâce à l'initiative d'un parti communiste français autonome, combatif, ouvert sans carcan, à déployer un trésor d'initiatives, de rencontres, de débats.

Toujours marqués par la culture programmatique héritée du programme commun de gouvernement, de nos démarches des années 60, et de leur dernier avatar : la tutelle du parti socialiste par Mélenchon interposé. Etre libres de nous adresser à toutes les forces vives du pays pour permettre au PCF de renaître et d'être efficace. Voilà le défi !

Ce que nous avons fait dans la campagne référendaire de 2004-2005, nous pouvons et nous devons le faire en grand, plus grand et encore plus ouvert.

Nous avons des dizaines de milliers de militants qui ont besoin de se retrouver dans un combat national, dégagé des logiques d'appareils et de sommet.

Au lieu de cela, on nous propose une campagne sur les retraites que je qualifierais de « petits bras » avec une cuisine sur fond de recomposition politique, une fusion-confusion PCF-parti de gauche sans envergure, à l'ancienne. C'est ce que les dirigeants PCF appellent « déployer les stratégies du front de gauche sur le terrain social ».

Une lente décomposition politique

Les élections régionales ont montré qu'il y avait un découplage radical des dirigeants avec les classes populaires, singulièrement avec la classe ouvrière. La fracture politique avec le peuple s'élargit, l'abstention massive exprime une désaffection profonde et durable à l'égard des institutions démocratiques. Le vote Front National est un indicateur de la dérive dangereuse de la société. L'effondrement politique, moral, idéologique du socialisme depuis 1983 avec le virage à droite de François Mitterrand peut aujourd'hui déboucher sur rien, voire le pire.

Nous sommes face à une lente décomposition politique, à une désespérance des milieux populaires devant le « No futur ». Des millions d'habitants n'ont pas leur place dans la société. Le capitalisme mondialisé les en exclut.

Cette situation ouvre l'avenir sur des incertitudes imprévisibles, des soubresauts et du chaos. La violence, les violences, sont devenues la norme avec des formes nouvelles et inquiétantes impliquant des comportements barbares, une sauvagerie, qui dénotent un pourrissement dans les relations sociales.

On voit bien comment le parti communiste a une stratégie déconnectée des réalités.

Nous devrions relayer l'appel au secours du maire de Clichy-sous-Bois, Claude Dylan, s'appuyant sur un travail d'Éric Maurin, auteur du « ghetto français » aux éditions du Seuil en 2004 et qui montre à quel point l'américanisation de la société française est devenue un fait massif, que caractérisait de manière percutante, au début des années 1970, le film « Orange mécanique ». Je rappelle que j'ai écrit un livre en mars 2007, « les ghettos de la république », qui confirme cette situation. Car suite aux émeutes de novembre 2005, il faut se rappeler que 800

Permanence Parlementaire : 27 rue Francis de Pressensé 69190 Saint-Fons Tél-Fax –
04.78.67.16.99

Assemblée Nationale : 126 rue de l'Université 75355 Paris Cedex 07 SP
Tel : 01.40.63.69.70 – Fax : 01.40.63.49.40

communes ont été touchées. Aucune analyse politique n'a été conduite pour comprendre en profondeur le délitement de la société française.

Faisons un examen attentif du rapport du médiateur de la République qui pointe la paupérisation sociale, morale, culturelle et qui montre l'étendue de l'insécurité, du trafic de drogue, des mafias, et de l'intégrisme. Il pose la question de savoir aujourd'hui qui s'occupe des plus faibles avec une alerte majeure pour des millions de Français en souffrance psychologique. Tout cela aurait dû nous mobiliser, nous motiver, voire mériter une séance de travail tellement les questions sont pertinentes et profondes.

Comment rendre du sens à l'action publique, quand on n'accepte plus, au conseil national, de prendre le temps de la réflexion pour redonner du contenu et de la profondeur au combat communiste ? Nous sommes de plus en plus aux abonnés absents ou tellement à la marge que nous sommes devenus inaudibles à l'échelle du pays.

Par exemple, un travail s'impose devant la situation à laquelle est confrontée la société française. De plus en plus éclatée, elle mine les classes populaires et aujourd'hui les classes moyennes, avec la crainte du déclassement, de la précarisation, de la baisse du pouvoir d'achat, des salaires, pensions et retraites. On assiste à l'écrasement des revenus.

Ouvrons, avec les communistes, des lieux de travail, de réflexion et d'action pour mieux comprendre l'aiguïsement des conflits. Des occupations d'usines avec des ouvriers, des employés, des cadres et des ingénieurs se radicalisent. Se porte de plus en plus en avant une révolte des cadres hier inimaginable, sans oublier les drames chez des artisans, commerçants, et patrons de petites entreprises avec, le monde rural et paysan, menacé dans son existence même.

On peut parler d'une forme de guerre civile inédite qui révèle l'urgence d'une autre forme de rupture avec le capitalisme du désastre : le désespoir, l'appel au secours, la haine car le pire est devant nous. Il faut s'attendre à des réveils douloureux. On trouve la jeunesse particulièrement mise à mal, l'égalité des chances n'est plus qu'un mythe, l'ascenseur social descend y compris pour les classes moyennes, l'avenir de nos enfants et des générations futures est entravé. C'est la grande incertitude qui taraude les parents et grands-parents.

Comme le dit le prix Nobel d'économie, Maurice Allais : « les forces de la désagrégation sociale sont sans doute aujourd'hui plus fortes que celles qui se constataient à la veille de la révolution française ».

Recommencer ce qui a échoué ?

Permanence Parlementaire : 27 rue Francis de Pressensé 69190 Saint-Fons Tél-Fax –
04.78.67.16.99

Assemblée Nationale : 126 rue de l'Université 75355 Paris Cedex 07 SP
Tel : 01.40.63.69.70 – Fax : 01.40.63.49.40

Comme je le dis depuis le congrès de Martigues en mars 2000, le PCF a poursuivi ses stratégies mortifères avec, de Robert Hue à Marie-George Buffet, la mutation-démolition du PCF, la nébuleuse des collectifs antilibéraux et maintenant le front de gauche filialisée au parti socialiste.

Aujourd'hui, on nous a sorti un slogan « le Front populaire du XXIe siècle », pour continuer l'effacement du parti communiste français de la réalité du pays, je le crains.

Le programme commun de gouvernement nous a fait passer à côté d'une situation historique, inédite qui émergeait dans la société française en mai et juin 1968. Nos dirigeants sont prêts à recommencer ce qui a échoué. Pourquoi ?

Cela veut dire tout simplement que nous restons enfermés dans le cadre institutionnel de la Ve République et pour ce faire, nous révisons à la baisse tous nos objectifs de transformation sociale encore aujourd'hui de manières des plus inquiétantes.

Cela veut dire que nous serons encore plus dépendants vis-à-vis du parti socialiste qui nous prépare, étant dans l'opposition, un discours à gauche gauche et nous serons débordés avec ce front de gauche filialisé, en ayant un profil bas.

Nous courons le risque d'être encore plus déconnectés de l'exigence fondamentale du changement de société qui monte pour construire un processus de rupture avec ce capitalisme ravageur qui fait naître des périls et des possibles.

Les périls, on les perçoit. C'est la mise en cause des fondements du projet d'émancipation engagé par les humanistes et mis en chantier depuis le siècle des lumières. Nos valeurs et idéaux républicains, la nation française, la francisation depuis Clovis jusqu'à la loi de 1905 sur les principes de laïcité, c'est l'exigence d'avoir les mêmes conditions de dignité, de reconnaissance de toutes les religions, y compris l'islam la deuxième religion de France pour le vivre ensemble.

Il y a d'immenses possibles. Un parti communiste, qui sort de son repli, doit oser voir grand-angle, sortir de sa myopie, de sa pensée sclérosée. C'est possible. Le danger avec le front de gauche, c'est à nouveau d'être dans une nouvelle voie sans issue, un élément de division, d'élimination, une impasse.

Pourquoi faudrait-il marginaliser la place et le rôle d'un parti communiste au XXIe siècle ? Qu'est ce qui ferait que nous aurions démérité au XXème siècle et qu'il faudrait s'effacer en tant que parti politique quand l'exigence du communisme frappe à la porte ? Pourquoi serions-nous condamnés à une existence insignifiante ? Pourquoi priver notre peuple d'une force politique originale, atypique, qui a tant apporté ?

Permanence Parlementaire : 27 rue Francis de Pressensé 69190 Saint-Fons Tél-Fax –
04.78.67.16.99

Assemblée Nationale : 126 rue de l'Université 75355 Paris Cedex 07 SP
Tel : 01.40.63.69.70 – Fax : 01.40.63.49.40

Aujourd'hui des hommes, des femmes, salariés, précaires, des « sans rien » condamnés, sans avenir, refusent de mourir. On peut imaginer en train de germer un nouveau mouvement populaire digne du mouvement ouvrier. Pourquoi ne déploierions-nous pas les efforts de tous les communistes pour s'adresser à toutes les composantes de la société et faire en sorte que le parti communiste se reconstruise, redevienne une force politique authentique porteuse des aspirations du peuple, de cette masse immense des petites gens qui attendent les fins de mois et qui n'appartiendront jamais aux cercles distingués des élites mondialisées ?

Il faut inventer du neuf. Le re-sucé de l'union de la gauche, du Front populaire troisième édition sont à mettre entre les mains des historiens. Car la réalité que nous vivons dans un pays capitaliste développé, un capitalisme dans sa dominante de destruction, de déstructuration de la société, c'est l'exigence de réponses nouvelles qui nous obligent à sortir de pratiques et de démarches anciennes.

C'est un processus révolutionnaire qui est à l'ordre du jour car le capitalisme mondialisé des pays occidentaux est devenu un colosse aux pieds d'argile.

Adressons-nous à des intellectuels qui refusent l'écrasement de la culture sous le poids de la marchandisation. Intéressons-nous à tous ceux qui veulent défendre la souveraineté nationale. Populisme, dira-t-on ! Mais nous le voyons bien aujourd'hui, de manière insultante, la haine du populiste n'est plus aujourd'hui que l'expression de la mainmise des élites autoproclamées de la technostructure sur le peuple.

Combattre pour restaurer la valeur progrès, le progrès moral, social et politique, en sortant de la mythologie du progrès à tout prix, à n'importe quel prix, de la dictature de la loi du marché, du moindre coût, c'est participer à la construction d'un mouvement populaire unitaire, puissant, capable de s'opposer à la marchandisation du monde.

L'abandon de pans entiers de l'activité industrielle

Si l'on regarde l'évolution du capitalisme en France depuis le milieu des années 70. Sous tous les gouvernements de gauche et de droite, c'est l'abandon progressif de pans entiers de l'activité industrielle. On voit le développement sans précédents, de secteurs profitables liés au business dans le sport, les jeux, les loisirs, l'armement, la géopolitique de la drogue. Surtout une mainmise quasi monopoliste dans les médias, la communication et les nouvelles technologies. Nous vivons un conditionnement fantastique au niveau idéologique, un développement de l'individualisme, de l'égoïsme, du chacun pour soi, du culte de l'argent, du paraître de la marchandisation, de la personne humaine avec la publicité, etc. et la concentration des géants de la finance, ceux qui font

Permanence Parlementaire : 27 rue Francis de Pressensé 69190 Saint-Fons Tél-Fax –
04.78.67.16.99

Assemblée Nationale : 126 rue de l'Université 75355 Paris Cedex 07 SP
Tel : 01.40.63.69.70 – Fax : 01.40.63.49.40

de l'argent en dormant et en spéculant. On nous vante une société virtuelle, sans travail productif, comme si le capitalisme serait la fin de l'histoire. 30 ans de déclin économique de la société française qui se traduit aujourd'hui par des nouvelles formes d'exploitation, d'aliénation féroces où l'on voit des millions d'hommes et de femmes français, immigrés, de familles populaires qui survivent dans une paupérisation absolue avec des pays et des régions complètement dévastés.

Pourquoi ne serions-nous pas capables de porter une perspective unificatrice qui redonne le sens des valeurs à la politique, à l'intérêt général, en rompant avec les arrangements et l'impuissance des appareils politiques, si nous en avons la volonté, et surtout le courage politique.

Une lutte de classes intense, du local au global, voilà l'enjeu. C'est une rupture franche avec le modèle de société, qui découle du mode de production capitaliste, une rupture institutionnelle, une rupture dont la démocratie et la république ont besoin. Pour y parvenir et pour être l'outil, le parti communiste doit se dégager de la nasse d'un système politique à bout de course ou sinon nous signons notre acte de décès.

Redevenons un parti populaire, un parti de la révolution, un parti pour la France, pour la nation et l'internationalisme. Est-ce un pari fou ?

Non si nous portons une politique de civilisation, qui s'oppose à la monarchie de l'UMP, à la politique versaillaise du président de la république en portant une refonte républicaine pour régénérer la vie publique, redynamiser nos quartiers et nos cités ou refondre l'éducation nationale, reconstruire les solidarités, ressusciter des convivialités. Oui la donne peut changer !

Car l'enjeu de classes, c'est de porter l'idée communiste en revenant aux fondamentaux afin de faire revivre les valeurs et les idéaux du socialisme et du communisme.

Car Marx n'est pas un prêt à penser. Nous pouvons nourrir une pensée politique, philosophique, théorique forte et combattive. Comment oublier les insurgés de 1848 qui voulaient une république sociale toujours à faire ?

Au travail ! Revisitons notre patrimoine, tout ce qu'il y a eu de meilleur dans les traditions, les luttes, le rôle du PCF, tout ce qu'il y a de meilleur dans la pensée de gauche, de Jaurès à Jules Guesde. Reconstruire au XXIème siècle dans le contexte social, économique et politique du capitalisme destructeur en crise, nous oblige à proposer un autre modèle de société, une conception renouvelée à inventer au cœur de la lutte des classes.

Permanence Parlementaire : 27 rue Francis de Pressensé 69190 Saint-Fons Tél-Fax –
04.78.67.16.99

Assemblée Nationale : 126 rue de l'Université 75355 Paris Cedex 07 SP
Tel : 01.40.63.69.70 – Fax : 01.40.63.49.40

Osons construire un processus révolutionnaire

Vouloir imposer un congrès en juin c'est se défausser. Il y a quelque chose de dramatique et de dérisoire dans cette décision. Les questions posées à la France à son peuple sont colossales. Y répondre par des réponses du passé est illusoire et dangereux.

Cela revient à donner l'espace à un PS qui rêve de revenir à la direction du pays pour changer de politique sans changer de société, ce qui est – nous le savons par expérience – voué à l'échec.

En n'étant pas à la hauteur des enjeux de civilisation, la politique du PCF continuerait à amplifier l'impasse depuis François Mitterrand. Il n'y a aucune raison de se résoudre à cette hypothèse. Ce que nos aînés ont réalisé au congrès de Tours en 1920, nous pouvons le confirmer lors du 90^{ème} anniversaire. Osons construire un processus révolutionnaire dans un pays capitaliste, développé, ravageur pour la population, la société. Car le capitalisme est en déclin historique

Il y a d'immenses efforts politiques, théoriques à accomplir pour se hisser au niveau des attentes lancinantes du peuple de France.

Nous devons relever un pari ambitieux dans un mouvement vaste. La culture communiste fait partie de la culture de gauche. Ce patrimoine commun est vital pour le débat démocratique indispensable pour le renouvellement de la pensée politique, aussi bien nationale qu'européenne. J'y crois. J'ai la conviction que nous avons les moyens et les forces dans le PCF même, d'y arriver.

Des bases d'union, d'alliances, de convergence se font jour pour les trois quarts de la société dans toutes les catégories sociales, de l'ouvrier à l'employé, technicien, cadre, au patron de PME, aux couches moyennes.

Le futur PCF sera le parti de l'Union du peuple de France qui pose des bases de luttes convergentes avec ce qu'il y a de meilleur parmi les républicains et les humanistes de ce pays, ou ne sera pas !

Il y aura des réveils douloureux. Ce chemin implique sans doute des tâtonnements, des expérimentations mais de se débarrasser d'abord de réponses toutes faites, de pratiques électoralistes et politiciennes dont le Front de gauche est aujourd'hui l'expression rabougrie.

Travaillons à un PCF rassemblé dans l'action, dans le combat révolutionnaire, fédérant un peuple en souffrance, meurtri qui a besoin d'espoir, d'union, de confiance, de rassemblement pour une société humaine, plus fraternelle, plus belle. Un parti capable d'accepter toutes les opinions, les oppositions, la diversité des personnalités parmi les adhérents, les élus, pour être toujours au service de notre pays.

Arrêtons l'hémorragie, arrêtons d'écarter, d'exclure des milliers d'adhérents, de militants. Ces hommes, ces femmes, sont un trésor, une

Permanence Parlementaire : 27 rue Francis de Pressensé 69190 Saint-Fons Tél-Fax –
04.78.67.16.99

Assemblée Nationale : 126 rue de l'Université 75355 Paris Cedex 07 SP
Tel : 01.40.63.69.70 – Fax : 01.40.63.49.40

force indispensables, et nous n'avons pas le droit de les laisser de côté, au bord du chemin.

Si j'en crois les déclarations de ces deux dernières semaines, on ne veut surtout pas présenter un candidat communiste. Il faudra quand même qu'on nous dise pourquoi, sans faux-fuyants.

Or, avoir un candidat communiste à toutes les élections, c'est l'attente majoritaire des adhérents. En 2007, Marie-George Buffet avait attendu les toutes dernières semaines pour être candidate du PCF, du bout des lèvres. On a vu le résultat !

Discutons du fond sans attendre, consultons les communistes sur le choix de leurs dirigeants, sur le principe d'une candidature du PCF aux présidentielles avec des candidats communistes aux cantonales et aux législatives. En refusant ce débat, on tente de nous faire perdre du temps pour ce combat de 2012. Cette situation est malsaine, elle peut même créer de nouvelles blessures, de nouvelles fractures dont on se passerait bien.

En voulant à tout prix continuer le Front de gauche filialisé, nous retirons le champ d'intervention politique au PCF sur le plan national et nous poursuivons sa marginalisation.

Il est temps de dire Stop !

C'est pourquoi la tenue du congrès au mois de juin, risque d'être un congrès de la défausse sur toute la ligne. Il n'y a aucune raison car nous avons besoin d'un PCF déployé sur l'ensemble du territoire national.

Et si les communistes avaient, enfin, le dernier mot ?

L'initiative des 5 secrétaires fédéraux du PCF vient au bon moment en demandant que le congrès se tienne en décembre 2010, pour le 90^{ème} anniversaire du Congrès de Tours. Ce sont des conditions politiques et démocratiques indispensables pour redonner leur dignité à tous les communistes et leurs combats émancipateurs.

Vénissieux, le 14 avril 2010

André GERIN

Permanence Parlementaire : 27 rue Francis de Pressensé 69190 Saint-Fons Tél-Fax –
04.78.67.16.99

Assemblée Nationale : 126 rue de l'Université 75355 Paris Cedex 07 SP
Tel : 01.40.63.69.70 – Fax : 01.40.63.49.40